

LA CRISE FINANCIÈRE ET ÉCONOMIQUE MONDIALE : ENJEUX GÉOÉCONOMIQUES ET GÉOPOLITIQUES

Laurent CARROUÉ

Résumé

Entre 1975 et 2007, la dynamique économique et territoriale de la mondialisation est caractérisée par la mise en place d'un nouveau régime d'accumulation financière. La diffusion géographique de ce nouveau système géopolitique et géoéconomique visait à consolider l'hégémonie anglo-saxonne. Son effondrement systémique en 2008/2009 débouche sur une crise économique et financière la plus grave depuis 1929. Il ouvre une nouvelle période historique qui annonce l'entrée dans le XXI^e siècle avec l'apparition d'un profond rééquilibrage des enjeux géoéconomiques et géopolitiques mondiaux.

Mots-clés

crise systémique, mondialisation, nouveau régime d'accumulation financière, finance, géopolitique

Abstract

Between 1975 and 2007, due to the economic and spatial dynamic of globalization, a new system of financial accumulation took place. The spatial diffusion of this geopolitical and geoeconomic system aimed to strengthen the Anglo-Saxon hegemony. The 2008-2009 collapse of the system leads to the most serious financial and economic crisis since 1929. This is the start of a new era that should lead to a strong rebalancing of the world geoeconomic and geopolitical imperatives.

Keywords

systemic crisis, globalization, new regime of financial accumulation, finance, geopolitics

I. INTRODUCTION

Apparue aux États-Unis à la fin de 2006, la crise dite « des subprimes » se transforme en trois ans en une crise financière systémique qui balaye le système financier des grands pays occidentaux. Celle-ci débouche sur une crise économique et sociale mondiale inédite par son ampleur depuis 1929. Cette crise est pour les géographes d'une grande importance géoéconomique et géopolitique. Elle signifie en effet la fin d'un cycle historique de quatre décennies courant entre 1970 et 2010 durant lequel le système financier anglo-saxon, et tout particulièrement celui de la 1^{ère} puissance mondiale, les États-Unis, avait progressivement imposé à l'ensemble de la planète un nouveau régime d'accumulation financière qui caractérisait un nouveau stade de la mondialisation. Celui-ci n'avait pu se déployer au tournant des années 1980 à l'échelle mondiale que grâce à l'effondrement de l'URSS et du système communiste à l'Est.

On peut donc considérer que cette fin de cycle historique parachève définitivement les héritages des anciens jeux de puissances nés en 1945, et que s'ouvre une ère nouvelle. Dans ce contexte, les débats actuels signent la véritable entrée du monde dans le nouveau XXI^e siècle. Ce changement de siècle – d'ordre géopolitique,

géoéconomique et géostratégique – passe par la nécessaire redéfinition des équilibres du monde qui est en train de s'opérer sous nos yeux.

II. LE DÉPLOIEMENT D'UN NOUVEAU RÉGIME D'ACCUMULATION FINANCIÈRE

A. 1975/2007 : nouveau régime d'accumulation et projet géopolitique

Alors que l'économie mondiale reposait jusque dans les années 1975 sur un système d'accumulation centré sur la production agricole et industrielle et leurs échanges, elle va progressivement basculer à partir des années 1980 sur un régime d'accumulation financière qui va définir un nouveau stade de la mondialisation et dessiner de nouvelles configurations territoriales. De plus en plus dérégulée, la finance – c'est-à-dire les grandes banques commerciales et d'affaires, les compagnies d'assurances, fonds de pension et fonds spéculatifs, pour l'essentielle occidentale et tout particulièrement anglo-saxonne – va progressivement devenir la clef de voûte de l'architecture économique mondiale en imposant ses exigences de rentabilité, ses modes de gestion et sa temporalité aux autres activités économiques. Ce nouveau régime d'ac-

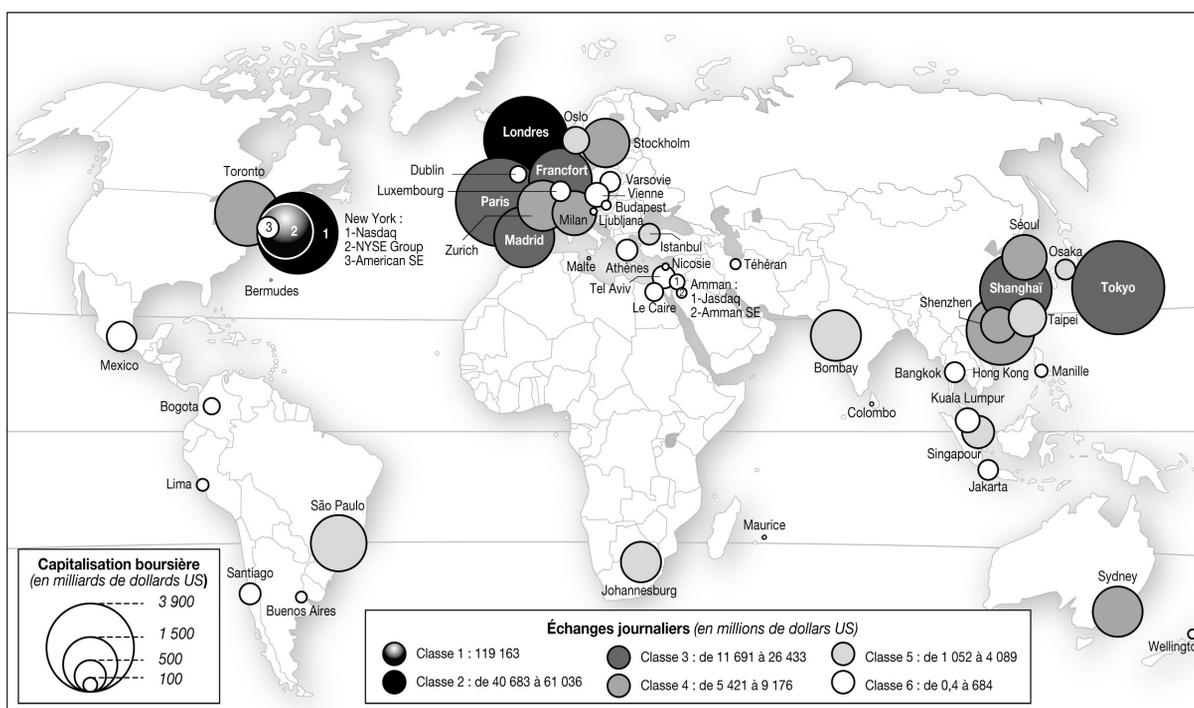
accumulation se caractérise au final par une totale inversion fonctionnelle des articulations antérieures entre sphères productives, périproductives et de la reproduction sociale d'un côté et activités financières de l'autre.

Ce nouveau régime d'accumulation doit être approché dans une démarche d'analyse géographique des grands équilibres mondiaux contemporains comme une construction géopolitique systémique. Son déploiement s'opère à partir des réformes ultra-libérales promues lors de l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher au Royaume-Uni en 1979 et de Ronald Reagan aux États-Unis en 1980. Elles libèrent alors les marchés financiers de toutes les règles, normes et institutions publiques qui assuraient le contrôle des mouvements de capitaux, des institutions et des opérations depuis 1929 – en réponse justement à la fameuse crise – ou l'immédiate après-guerre. Ce projet a pour principal objectif d'assurer et d'accompagner la refondation des leviers de l'hégémonie mondiale des intérêts anglo-saxons, en premier lieu états-unis. Débutant timidement dans les années 1970, elle se diffuse géographiquement d'abord dans les pays occidentaux dans la décennie 1980 avant de pouvoir englober largement l'ensemble de l'économie mondiale dans les années 2000 à l'occasion de l'effondrement de l'URSS et des pays de l'Est. C'est ainsi, par exemple, qu'en décembre 2007, l'OMC peut adopter l'accord sur les services financiers qui ouvre alors largement les Suds aux acteurs occidentaux.

B. Un nouveau système rentier, spéculatif, instable et dual

Ce drainage d'une part croissante de la richesse créée par le système financier va se traduire par une explosion à un niveau historique inédit du stock de capital financier et des flux en circulation. Selon les données disponibles auprès de la Banque des règlements internationaux de Bâle, ce nouveau régime d'accumulation financière mobilise en 2007 une richesse équivalente à entre sept et neuf fois le PIB mondial.

Entre 1990 et 2007, la capitalisation boursière mondiale est ainsi multipliée par 6,8 pour atteindre 60 874 milliards de dollars alors que la base monétaire mondiale passe de 3 800 à 9 000 milliards de dollars, soit de 8 à 24 % du PIB mondial. Les actions, le prix des matières premières, les dettes des États et des entreprises (obligations), les monnaies (devises) deviennent des objets de plus en plus spéculatifs alors que se multiplient des innovations financières de plus en plus sophistiquées dont une partie vise justement initialement à protéger les acteurs financiers et économiques des mouvements spéculatifs hiératiques. Ainsi, les produits dérivés sur les seuls taux de change passent de 24 678 à 93 251 milliards de dollars entre 1988 et 2008 (X 2,7). Dans ce cadre, l'extrême mobilité géographique du capital dans l'espace mondial survalorise les différenciations territoriales (taux d'intérêts, cours des actions, niveaux des



Source : Images économiques du monde, A. Colin.

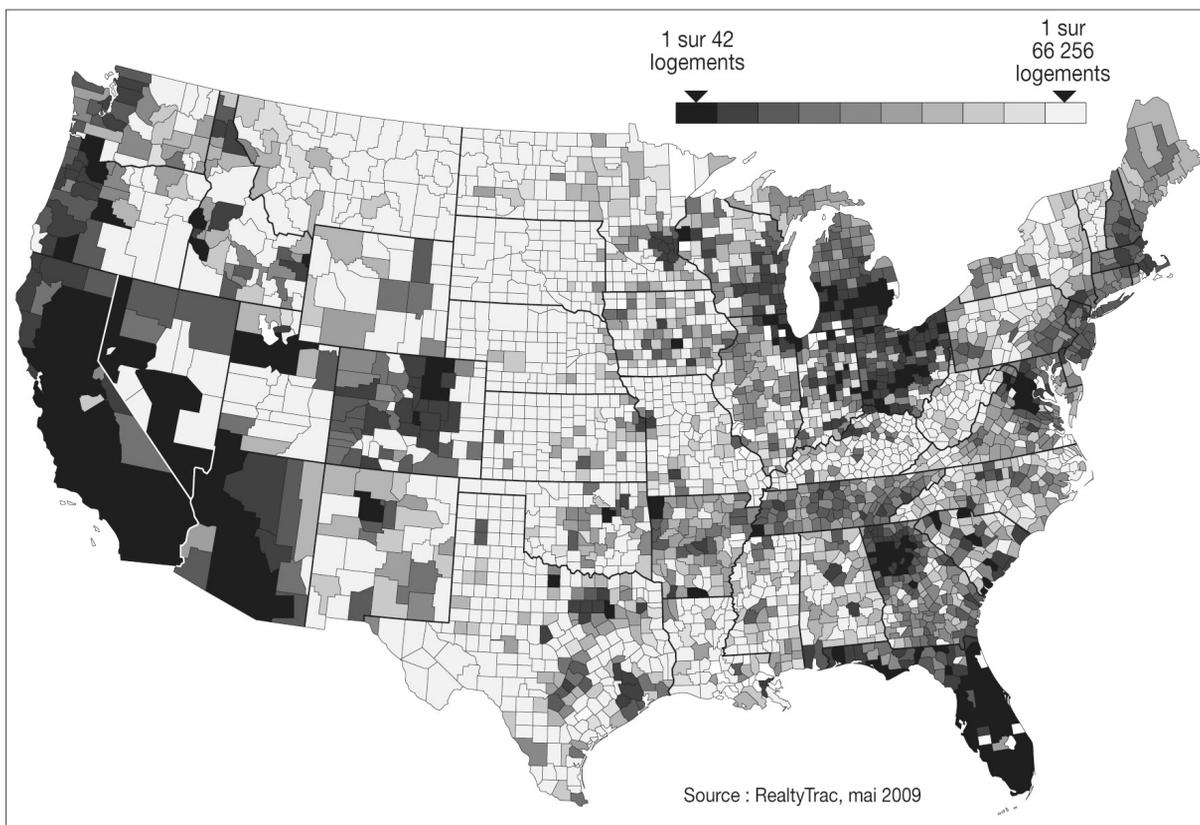
Carte 1. Capitalisation boursière mondiale en mai 2008 et fluidité du marché

devises...) avec pour objectif une rentabilité financière maximale et à court terme.

Les rares acteurs qui mettent en garde contre les déséquilibres ainsi créés en alertant sur les risques croissants d'une crise systémique sont peu ou pas écoutés, encore moins entendus. En février 2008, Tobias Adrian, *Senior economist* au *Capital Markets Function* de la *Federal Reserve Bank of New York* peut ainsi écrire dans un article sur *Liquidité et contagion financière* : « le déclenchement de la crise du crédit de 2007 constitue une énigme manifeste ».

Ce nouveau régime d'accumulation financière déploie un nouveau modèle économique rentier et spéculatif de plus en plus instable – avec 24 crises entre 1971 et 2008 – qui diffuse géographiquement et socialement ses modèles à l'ensemble du globe. Le drainage croissant des richesses par la finance va se traduire par une très forte pression sur les salaires qui tendent à stagner en prix réels, les revenus fiscaux des États et collectivités territoriales (dumping fiscal) et l'investissement productif et innovant des entreprises. Il s'accompagne partout d'une explosion des inégalités sociales, économiques et territoriales débouchant sur un système de plus en plus dual : en France, 5 millions de foyers, soit 20 % des ménages, les plus riches disposent de 40 % des revenus disponibles et surtout captent 80 % des revenus financiers selon l'INSEE.

Face à cette captation, on va assister en retour à une envolée de l'endettement des États et des ménages, en particulier des classes moyennes souhaitant maintenir leurs niveaux de consommation. Ainsi, en vingt ans, le stock de dettes des États-Unis est multipliée par 10,5 pour atteindre 47 700 MRD \$, soit 345 % du PIB 2006 : celui des ménages est multiplié par dix pour représenter 106 % du PIB et celui du secteur financier par 27,5, en particulier pour spéculer, pour atteindre 121 % du PIB. On assiste en particulier à la financiarisation croissante du patrimoine des ménages portés par une spéculation immobilière ou financière échevelée (États-Unis, Royaume-Uni, Irlande, Islande, Espagne...). Ainsi, entre 1980 et 2006, les actifs financiers des ménages américains passent de 64 à 81 % de leurs avoirs totaux grâce à trois placements : fonds de pensions (39 %) pour la retraite, des fonds spéculatifs (14 %) et achats d'actions (19 %). Face à la saturation du marché de la dette des classes moyennes, une innovation est créée aux États-Unis et au Royaume-Uni : les crédits immobiliers dits subprimes à fort risque aux familles peu solvables, avec des taux d'intérêt variables et une longue durée d'endettement. Si ce stock de capital est faible, 1 700 à 2 000 milliards de dollars aux États-Unis, sa titrisation, ou transformation en produits financiers, va infecter tous les circuits financiers. Il va servir de révélateur et de détonateur aux déséquilibres accumulés.



Source : Images économiques du monde, A. Colin.

Carte 2. La diffusion de la crise aux États-Unis : les taux de saisies immobilières par comtés

III. L'EFFONDREMENT SYSTÉMIQUE DE LA FINANCE MONDIALE

A. Les États-Unis, épice de la crise : un renversement historique majeur

Du fait de sa place essentielle dans l'architecture financière mondiale et d'un modèle de croissance insoutenable fondé sur une économie d'endettement, d'inégalité et d'insécurité sociale, les États-Unis vont être l'épicentre de la crise immobilière puis financière. La 1^{ère} puissance mondiale est confrontée à une crise systémique reposant sur quatre piliers principaux qui met fin à un cycle historique d'un demi-siècle. Crise géoéconomique du *nouveau régime international d'accumulation financière* qui servait de pilier à leur hégémonie économique mondiale. Crise politique et idéologique des fondements de la *révolution conservatrice et néolibérale* déployée à partir des années 1970 et généralisée dans la décennie 1990 par les Républicains. Crise géopolitique de leur *Impérium géostratégique* promouvant un monde unipolaire (cf. échec en Irak et Afghanistan). Crise sociale et territoriale du *rêve américain* fondé sur la métropolisation et ses corollaires la montée de la périurbanisation et de la ségrégation socio-raciale. En effet, les 363 régions métropolitaines réalisent 90 % de la croissance démographique nationale depuis 1970 et polarisent 84 % de la population, 90 % du PNB et 87,5 % des revenus totaux du pays. Ce processus s'accompagne avec l'*American Way of Life* – porté par des classes moyennes politiquement et électoralement dominantes mais très endettées – de l'expansion spatiale des aires métropolitaines (*Urban Sprawling*) à travers la création d'immenses zones suburbaines pavillonnaires qui regroupent 62 % de la population américaine totale.

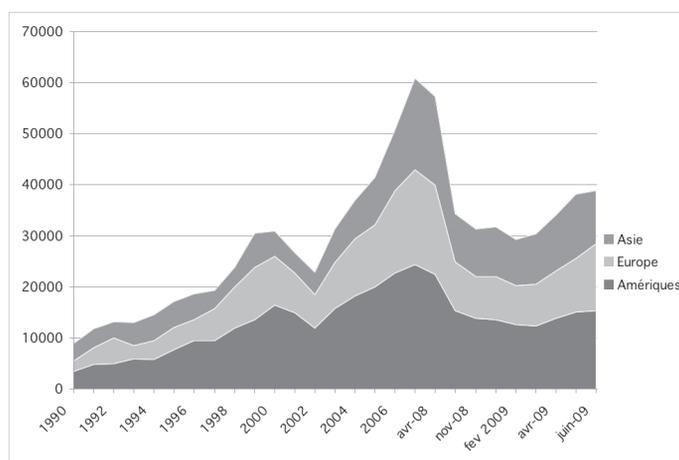
Fin 2006, le recul des prix immobiliers est un premier avertissement relayé en juin 2007 par l'échec du sauvetage de deux *hedges funds* adossés aux subprimes de la banque d'affaires Bear Stearn alors que se multiplient les défauts de paiement des ménages. Le cœur démographique, écono-

mique et politique du pays est touché par un effondrement de 35 à 16 % des prix immobiliers (Phoenix et Miami, Los Angeles et San Diego, Tampa, Washington DC, New-York, Chicago, Boston...), soit plus de 6 000 milliards de dollars de valeur nette d'hypothèques anéanties. Le bâtiment s'effondre, la consommation des ménages (70 % PIB) surendettés recule fortement entraînant la faillite des grands groupes automobiles et touchant le transport aérien et le tourisme, alors que le chômage explose... Surtout, la crise des subprimes dégénère en crise économique et financière généralisée avec la faillite de nombreuses banques, caisses d'épargne et assurances (Countrywide, Washington Mutual, Wachovia...), la disparition des quatre grandes banques d'affaires new-yorkaises qui dominaient depuis vingt ans la finance mondiale. Avec la nationalisation en septembre 2008 de Fannie Mae et Freddie Mac, l'État se porte garant de 6 000 MRD de crédits immobiliers que ses établissements assuraient (38 % du PIB, 58 % dette publique de 2007) avant de sauver l'assureur AIG en septembre 2008.

B. La crise systémique de la finance anglo-saxonne et occidentale

L'effondrement américain gagne rapidement l'Europe et débouche sur une crise systémique de la finance anglo-saxonne et occidentale, mettant en lumière les jeux d'interactions spatiales entre les trois pôles de la Triade.

Au plan du capital financier, l'effondrement de la capitalisation boursière mondiale entre le pic de 2007 et son niveau du printemps 2009 se monte à - 31 554 milliards \$, soit 58 % PIB mondial alors que sur 25 000 milliards d'actifs financiers gérés en 2008 par les fonds de pension des pays de l'OCDE, cette organisation estime leurs pertes fin 2008 à 5 000 milliards de dollars. L'impact sociétal est considérable : réductions des prestations services, augmentation des cotisations et allongement de la durée de travail. Selon le *Bureau of Labor Statistics* des États-Unis, 925 000 travailleurs âgés se retrouvent en 2008 dans l'obligation



Graphique 1. Évolution de la capitalisation boursière mondiale (milliards de dollars)

Tableau 1. Le recul de l'activité économique en 2008/2009 (% glissement annuel, OCDE juin 2009)

	États-Unis	Japon	R-Uni	All.	France	Italie	Espagne
Production manufacturière	-12,5	-30,3	-28,5	-22	-16	-25	-24
Ventes de voitures	-36,2	-28	-22	-34	-3	-7	-41
Mises en chantier maisons	-50	=	-58	-12	-36	?	-60
Commandes biens durables	-20	-42	-18	-34	?	-16	-29
Investissements productifs	-14,5	-15,7	-17,8	-11,4	-7,1	-9,3	-13
Production biens d'équipement	-12	-32	-11	-22	?	-16	-28
Exportations	-22	-37	-36	-31,5	-34,5	-32,8	-40

de retravailler à nouveau : ils sont 559 000 entre 55 et 64 ans, 191 000 entre 65 et 69 ans et 104 000 de plus de ... 75 ans. Pour retrouver les ratios de solvabilité du milieu des années 1990, les institutions financières devraient encore lever au moins 1 700 milliards de dollars d'ici 2010/2011 pour se recapitaliser.

Les banques étrangères les plus touchées sont celles grisées par une financiarisation à outrance jusqu'ici très rentable, aveuglées par le mirage du marché américain, fortement exposées aux activités des banques d'affaires américaines en faillite et surtout celles disposant aux États-Unis mêmes d'une filiale dont les pertes nationales sont remontées dans les bilans mondiaux du groupe. Si la finance anglaise (Northern Rock, écossais HBOS, Alliance & Leicester, Bradford & Bingley...) s'effondre contraignant Londres à nationaliser, la Suisse (UBS et Crédit suisse), l'Allemagne (faillite d'HypoRealEstate, Landesbanken de Rhénanie du Nord et de Saxe), la France (Dexia, Crédit agricole, Natixis, Société générale), le Benelux (nationalisation de Fortis le 29 septembre 2008) et, en Asie, le Japon se retrouvent aussi au cœur de la tourmente.

Jamais, depuis 1929, la destruction de richesses n'avait atteint de tels sommets. Au total, entre 2007 et l'été 2009, les dépréciations d'actifs financiers par les banques mondiales se montent à 1 624,3 milliards de dollars, soit plus que le PIB de l'Espagne ou du Canada, 8^e et 9^e puissances économiques mondiales, dont 66 % aux États-Unis et 31 % en Europe et les recapitalisations à 1 339,5 milliards de dollars, dont 56 % aux États-Unis et 36 % en Europe. Les recapitalisations des banques par les États mobilisent 700 milliards de dollars aux États-Unis, 124,6 milliards d'euros dans la zone Euro et 37 milliards de livres au Royaume-Uni.

IV. DE LA CRISE FINANCIÈRE À LA CRISE ÉCONOMIQUE LA PLUS GRAVE DEPUIS 1929

A. Une ardoise de 60 000 milliards de dollars pour les territoires

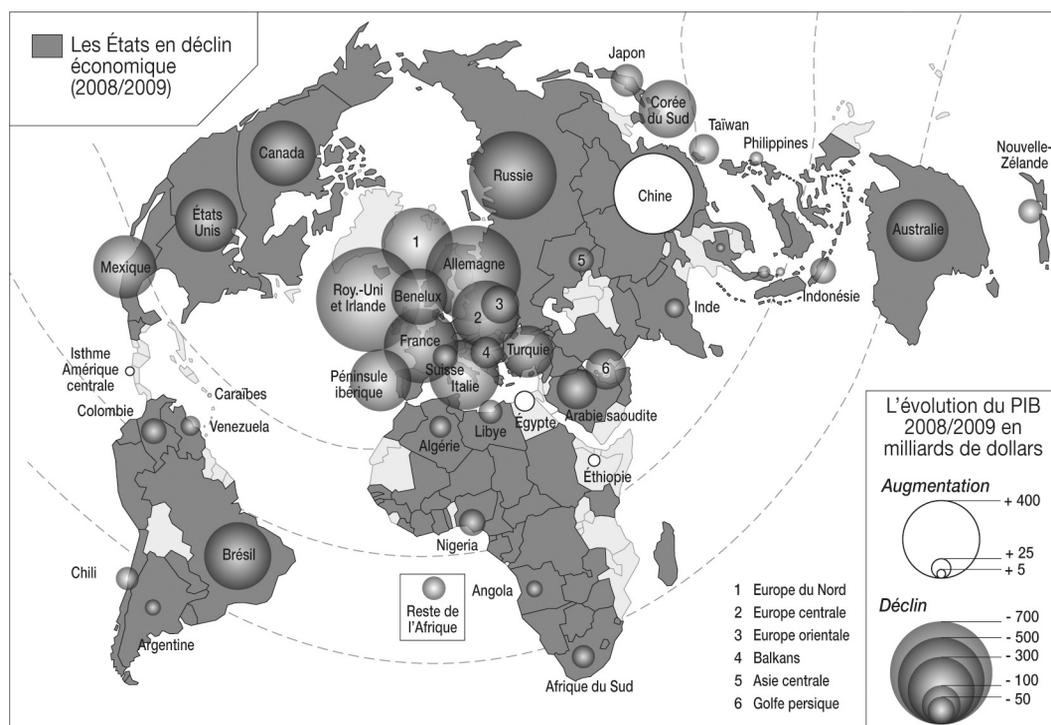
Entre 2008 et 2009, de financière la crise devient économique, de triadique la crise devient mondiale. Au total, en juillet 2009, le coût global de la crise depuis 2007

pour les territoires peut être évalué à plus de 60 000 milliards de dollars, soit 110 % du PIB 2008 ; en intégrant les destructions de capital financier et immobilier, le recul de l'appareil productif et l'ensemble des moyens mobilisés – publics et privés – pour y faire face. Ainsi, entre 2007 et 1^{er} trimestre 2009, les actifs financiers des ménages japonais reculent de - 6,5 %, soit une perte de - 1 353 milliards de yens selon la Banque centrale du Japon. Aux États-Unis, la FED évalue cet appauvrissement à - 12 216 milliards de dollars, soit un recul de - 19,5 % de leur patrimoine équivalent à 23 % du PNB mondial. Selon l'INSEE, en 2008, la valeur du patrimoine financier et immobilier des français a baissé – pour la 1^{ère} fois depuis trente ans – de 3,5 %, soit une perte de 366 milliards d'Euros.

Face à cette situation, les États multiplient les injections de capital, les aides financières, les garanties publiques et les actions de relance de la consommation. Les États-Unis mettent en œuvre trois plans : 100 milliards de dollars au printemps 2007, Plan Paulson de 700 milliards à l'automne 2008 puis plan Obama de 800 milliards au printemps 2009 alors qu'un nouveau plan est en préparation pour 2010. Le FMI estime en juillet 2009 à 19 476,8 milliards de dollars, soit 36 % du PIB mondial, l'ensemble des plans gouvernementaux occidentaux, sans même incorporer l'énorme plan de relance chinois (465 milliards d'euros en novembre 2008, 13 % PIB). On peut y rajouter les 750 milliards de dollars d'investissements publics pour recapitaliser le FMI et les 100 milliards pour la Banque mondiale décidés lors du Sommet de Londres du G20.

B. Crise économique et crise sociale : la mondialisation comme vecteur de diffusion

Le blocage complet du système financier à l'automne 2008 va faire entrer l'économie mondiale dans une récession inédite depuis la crise de 1929, l'ensemble des activités productives, agricoles, minières et industrielles, commerciales et logistiques étant paralysées et entrant en fort déclin ; ainsi la production mondiale d'acier recule de 52 % au Nord comme au Sud. Alors que plus de 6,5 millions d'emplois sont détruits aux États-Unis depuis 2007, la Commission de Bruxelles prévoit le 5 mai 2009 la destruction de 8,5 millions d'emplois dans l'UE à 27 en 2009/2010. Dans les



Source : Images économiques du monde, A. Colin.

Carte 3. La généralisation de la crise au monde entier

pays développés, le nombre de chômeurs risque de passer de 29 à 46,5 millions entre 2007 et 2009.

Selon l'Organisation Internationale du Travail, 60 millions de personnes ont ou vont ainsi en trois ans basculer dans le chômage, obligeant l'OIT à lancer au printemps 2009 le projet d'un « pacte mondial pour l'emploi ». Ce processus d'appauvrissement, en particulier dans les pays du Sud, fait basculer 200 millions de personnes nouvelles dans la pauvreté alors que, du fait de la baisse des ressources financières des ménages les plus fragiles, 100 millions de personnes (+ 11 %) en 2009 souffrent à nouveau de la faim. Pour la 1^{ère} fois dans l'histoire de l'humanité, la barre du milliard d'êtres humains souffrant de la faim devrait être franchie selon la FAO.

C. Les grands vecteurs de diffusion géographique Nord/Sud de la crise

En effet, si la crise touche initialement les grands pays développés, les rejeux des liens d'interdépendance asymétrique font que les pays du Sud sont d'autant plus exposés qu'ils sont intégrés dans la mondialisation. Selon le FMI, 70 (54 %) des 128 États sont très vulnérables, 31 (24 %) vulnérables et seulement 11 protégés.

L'insertion dans la division internationale du travail touche directement les productions agricoles, minières et manufacturières à travers une réduction drastique des besoins des pays développés. On assiste à un recul de 40 % en six mois du commerce mondial de marchandises. La forte baisse de prix des matières premières – de 30 à 50 % en

un an – déstabilise les économies rentières comme en témoignent le recul de 10 % du PIB saoudien ou la faillite de Dubaï, où les projets immobiliers pharaoniques représentent un investissement de 360 milliards de dollars. La montée du chômage au Nord se traduit par un sensible recul des remises de migrants vers leurs pays d'origine, de 36 % en Afrique à 25 % en Asie selon le FMI, alors que se multiplient les retours aux pays, en particulier en Asie du Sud-Est. Enfin, les pays du Sud sont confrontés à un brutal et considérable (70 %) retrait des capitaux occidentaux finançant leur développement.

V. DE NOUVEAUX ENJEUX GÉOÉCONOMIQUES ET GÉOPOLITIQUES

Ébranlant les fondements de l'architecture financière et économique mondiale, la crise met brutalement sous tensions exceptionnelles les trois piliers – géoéconomique, géopolitique et géostratégique – fondant la mondialisation contemporaine. On assiste en retour à l'émergence de nouveaux paradigmes dans un monde se caractérisant à la fois par une structure de plus en plus multipolaire et par la recherche collective de nouveaux leviers de gouvernance mondiale.

A. Le retour des échelles nationales et de l'État

La crise débouche sur une large rupture idéologique et politique à travers le retour des échelles nationales comme cadre essentiel des régulations économiques, sociales et

Tableau 2. Importance des financements publics mobilisés contre la crise : un bon indicateur géographique de la profondeur des crises nationales (% PNB, FMI, juillet 2009)

Irlande	267	Allemagne	22,2	Turquie	9,2
R-Uni	81,6	Japon	22,2	Suisse	8,3
États Unis	81,0	Corée	20,4	Inde	6,7
Suède	69,7	France	19,2	Italie	3,3
Pays Bas	40,1	Norvège	17,7	Hongrie	3,2
Autriche	35,4	Portugal	14,4	Brésil	1,5
Belgique	31,1	Grèce	11,5	Russie	1,2
Canada	25,1	Pologne	9,6	Argentine	0,9
Espagne	22,8	Australie	9,5	Arabie saoudite	0,3

politiques. Les représentations géopolitiques vantant l'impuissance de l'État face à la mondialisation, promouvant la dissolution des États-nations ou l'apparition de firmes transnationales globalisées ont volé en éclat et se retrouvent invalidées par les faits. Rarement, en effet, l'intervention publique n'aura été aussi immédiate, massive et incontournable. Dans ce cadre, on doit relever la faiblesse des réponses apportées par les grands systèmes politiques et institutionnels continentaux qui pavent le monde, y compris l'Union européenne malgré l'intervention massive de la Banque centrale européenne, sauf en Asie : en mai 2009 lors du sommet de la Banque asiatique de développement (BAD), le Japon et la Chine décident en commun, rejoints par la Corée du Sud, de financer à parité la création d'un fonds d'urgence doté de 120 milliards de dollars destiné à stabiliser le système monétaire et financier des pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est.

Mais cette intervention publique massive repose sur un corollaire ambigu : la très large socialisation des pertes financières et économiques puisque ce sont bien les citoyens et contribuables qui vont dans les années à venir en payer l'addition. À l'échelle mondiale, selon le FMI, les besoins de financement de la dette publique s'élèvent à 6 000 milliards de dollars pour 2009, soit 11 % du PIB et la dette publique des seuls pays du G 20 va passer de 30 620 à 39 300 milliards de dollars minimum (+ 28 %) – soit neuf fois le PIB japonais – entre 2008 et 2014, soit de 66 à 84,5 % de leur PIB. Ainsi, la dette extérieure des États-Unis pourrait passer de 17 500 milliards de dollars, soit 120 % du PIB en 2009, à 23 000 milliards de dollars en 2015 (+ 31,5 %), rendant la 1^{ère} puissance mondiale de plus en plus dépendante de sa capacité à drainer l'épargne mondiale.

Mais cette intervention publique massive repose sur un corollaire ambigu : la très large socialisation des pertes financières et économiques puisque ce sont bien les citoyens et contribuables qui vont dans les années à venir en payer l'addition. À l'échelle mondiale, selon le FMI, les besoins de financement de la dette publique s'élèvent à 6 000 milliards de dollars pour 2009, soit 11 % du PIB

et la dette publique des seuls pays du G20 va passer de 30 620 à 39 300 milliards de dollars minimum (+ 28 %) – soit neuf fois le PIB japonais – entre 2008 et 2014, soit de 66 à 84,5 % de leur PIB. Ainsi, la dette extérieure des États-Unis pourrait passer de 17 500 milliards de dollars, soit 120 % du PIB en 2009, à 23 000 milliards de dollars en 2015 (+ 31,5 %), rendant la 1^{ère} puissance mondiale de plus en plus dépendante de sa capacité à drainer l'épargne mondiale.

B. La montée des pays émergents dans le financement occidental

Face à la crise, les déséquilibres économiques mondiaux sont rarement apparus avec autant de brutalité. Alors qu'une partie des grands pays occidentaux, en premier lieu les États-Unis, grâce en particulier au privilège du dollar comme monnaie internationale, vivent largement au dessus de leurs moyens, les pays OPEP, la Chine, le Japon et les pays émergents d'Asie dégagent, grâce à leurs structures endogènes (fort taux d'épargne...) et leur insertion dans la mondialisation, des surplus d'épargne considérables. Si la puissance américaine se marque jusqu'ici par sa capacité à drainer à son profit l'épargne mondiale, elle est aujourd'hui insérée dans de nouveaux liens d'interdépendance. Ceux-ci limitent ses capacités d'initiative et influencent de plus en plus directement sa politique économique et étrangère comme en témoignent ses relations avec la Chine dont la Banque détient 1 800 milliards de dollars de réserves de change, majoritairement investis dans des Bons du Trésor américains. Dans ce contexte général, la montée de l'Asie et surtout de la Chine constitue un nouveau paradigme géostratégique incontournable.

Ces interactions financières nouvelles sont bien apparues lors de la crise à propos de la stratégie des fonds souverains. Nés en 1953 au Koweït, les Fonds d'investissements souverains (SWFs, *Sovereign Wealth Funds* en anglais) sont des organismes publics ou para-publics gérant à long terme les capitaux dégagés par les finances publiques afin d'en tirer des intérêts financiers tout en diversifiant les bases

des économies nationales. Au 1^{er} semestre 2008, les 40 principaux fonds de 34 pays mobilisent 3 533 milliards de dollars. Deux grandes zones contrôlent 76 % des capitaux : les pays pétroliers du Golfe (45 % capitaux) et les pays émergents d'Asie (30,7 %). Les modalités d'intervention des Fonds durant la crise témoignent bien de nouveaux rapports de forces. Géoeconomiques : la Citigroup accepte de servir à l'*Abu Dhabi Investment Authority* une rémunération du capital comprise entre 9 % et 11 % par an alors que le fonds singapourien GIC s'est assuré d'une protection contre toute baisse des cours des actions en bourse. Géopolitique avec la perte au moins partielle de pouvoir économique et stratégique que supposent ces processus : en novembre 2007, c'est dans le palais saoudien du Prince Al-Waleed qu'a été décidé le départ du PdG de la Citigroup, Chuck Prince, une des conditions présentées par les intérêts saoudiens pour répondre à l'augmentation de capital de ce qui était alors la 1^{ère} banque américaine et mondiale. Face à leur rôle incontournable, Washington est contraint à des accords politiques : le 15 mars 2008, le Ministère du Trésor des États-Unis définit en partenariat avec les gouvernements d'Abu Dhabi et de Singapour un « code de bonne conduite » instaurant, en particulier, les principes d'une séparation des intérêts commerciaux des Fonds, souvent publics ou parapublics, et des intérêts géopolitiques des États d'origine et une transparence de gestion. Dans ce contexte, leur arrivée a parfois déclenché des réactions épidermiques des grands acteurs occidentaux qui témoignent au fond de leur extrême difficulté conceptuelle à accepter l'émergence d'autres puissances économiques et financières disposant de marges d'autonomie croissantes et défendant leurs intérêts propres.

C. Nouvelle régulation, coordination internationale et gouvernance mondiale

Les nouveaux enjeux géopolitiques d'un monde multipolaire apparaissent aussi très clairement dans les âpres débats actuels sur la recherche de nouvelles régulations nationales (cf. Allemagne, France...), continentales, dans l'Union européenne en particulier, et internationales de la finance (rôle de la banque des règlements internationaux de Bâle). Si le Royaume-Uni cherche pour l'instant à bloquer toute initiative crédible menaçant à terme l'hégémonie de la place londonienne en Europe alors que Washington hésite sur les mesures à prendre et si les grands sommets internationaux se sont révélés très décevants du fait des énormes enjeux en débat, ces questions sont aujourd'hui posées et en débat au FMI ou au G20.

Concernant les questions de gouvernance mondiale, on doit aussi relever la réforme entamée au FMI qui se traduit en particulier en 2009 par la montée de l'influence chinoise au détriment du pouvoir d'influence des pays européens alors que le rôle central des États-Unis et leur droit de veto demeurent pour l'instant préservés. Par contre, même si leur rôle est surtout symbolique, le passage de la tenue des grands sommets internationaux du G8 au G20 témoigne de la montée incontestable du pouvoir d'influence et de

négociation que sont en train d'acquiescer les grands pays émergents comme la Chine, l'Inde ou le Brésil face aux grands pays occidentaux du Nord. Dans l'attente un jour sans doute de disposer d'un siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU.

VI. CONCLUSION

En conclusion, la crise marque un brutal changement des paradigmes définissant jusqu'ici la mondialisation.

Premièrement, elle interroge la 1^{ère} puissance mondiale. En interne, elle marque en effet aux États-Unis l'achèvement d'un cycle historique remettant brutalement en cause les fondements de la révolution conservatrice et néolibérale déployée à partir des années 1970 et qui a profondément remodelé l'économie, la société et les territoires des États-Unis. Ceci ouvre la voie à de nouveaux compromis sur des bases novatrices, nationales au sens de reconstruction de la nation américaine, économiques et politiques. En externe, on peut se demander si l'Impérialisme géopolitique et géostratégique états-unien a encore les moyens et les ressorts internes – au moins dans l'immédiat – et un leadership externe suffisant pour assurer le maintien de son hégémonie mondiale dans sa forme la plus brutale et la plus exacerbée (Irak, Afghanistan, nouveau *containment* de la Russie...). L'abandon du bouclier antimissile en Europe ou la relance du processus de réduction des arsenaux nucléaires stratégiques russo-américains, en particulier pour gagner en crédibilité face à la question nucléaire iranienne, sont de premières esquisses.

Deuxièmement, l'effondrement du nouveau régime international d'accumulation financière oblige à repenser des modèles de développement plus durables alors que se multiplient les réflexions politiques sur la nécessaire reconstruction des institutions financières et économiques internationales (quid du FMI et de l'OMC ?) et de la régulation des marchés (interdire la spéculation sur les marchés à terme, encadrer les fonds spéculatifs, lutter contre les paradis fiscaux, créer des agences de notations publiques, réformer les normes comptables...). Ces questions ne peuvent éviter un débat sur un nouveau partage de la richesse éthiquement plus moral, économiquement plus efficace, socialement plus juste, territorialement plus équilibré.

Troisièmement, la crise invalide la conception d'une sphère financière totalement globalisée, déconnectée des économies réelles, des rapports de forces politiques et des territoires et au total déterritorialisée qui fut très diffusée ces dernières années. La disqualification d'une approche économiste, superficielle et modélisée à l'extrême – si souvent en vigueur – des dynamiques économiques et financières permet dans ces débats aux géographes de rappeler qu'il y a derrière des enjeux multiformes, des questions de pouvoirs et de géopolitique, de véritables richesses créées puis drainées et donc de puissants enjeux territoriaux. Car, en effet, l'étude de cette crise souligne la place et l'apport de la géographie et de la géopolitique dans l'analyse des dynamiques économiques, sociétales

et territoriales contemporaines à condition de ne pas abdiquer toute réflexion critique. On peut mettre l'accent, par exemple, sur l'importance des jeux d'emboîtement d'échelle – local, régional, national, mondial – et de la carte comme outils d'analyse ou sur la mobilisation de la géographie sociale et urbaine (métropolisation, périurbanisation..) en symbiose avec la géographie économique et la géopolitique pour décortiquer et comprendre une entrée en crise systémique.

Quatrièmement, on doit aussi souligner et se féliciter du retour du politique – au sens large de *polis*, la vie de la cité – comme en témoigne l'apparition de nouveaux vrais débats sur les options à prendre. Et insister sur le retour de l'État et de l'État-nation, une échelle mécaniquement obsolète selon de nombreux discours antérieurs, tout en relevant l'indispensable besoin de coopérations, coordinations et régulations continentales en Europe et internationales à l'échelle mondiale. *In fine*, cette crise nous oblige à penser l'entrée du monde dans le nouveau XXI^e siècle.

BIBLIOGRAPHIE

CARROUÉ L. 2007. *Géographie de la mondialisation*, Paris : Armand Colin.

CARROUÉ L. 2008. *Fonds souverains et crise des subprimes : un nouvel enjeu de la guerre économique*, Revue Diplomatie, n° 34, sept/oct.

CARROUÉ L., COLLET D. & RUIZ C. 2008. *Les Amériques*, Paris : Bréal.

CARROUÉ L. 2009. *La crise des subprimes*, Images Économiques du Monde 2009, Paris : Armand Colin.

CARROUÉ L., COLLET D. & RUIZ C. 2009. *La mondialisation. Genèse, acteurs et enjeux*, Paris : Bréal.

DOREL G. 2006. *Atlas de l'empire américain*, Paris : Ed Autrement.

Coordonnées de l'auteur :

Laurent CARROUÉ
Ancien Professeur des Universités
Inspecteur Général de l'Éducation Nationale (IGEN)
Ancien directeur scientifique
du Festival International de Géographie
de Saint-Dié des Vosges entre 2002 et 2008
Directeur de recherche à l'Institut Français
de Géopolitique de l'Université Paris VII
laurent.carroue@wanadoo.fr